

Refuser le monde qui vient, c'est comme refuser l'électricité il y a un siècle

Daniel Cohen, *l'Obs*, 2 septembre 2018*



Dans son essai "Il faut dire que les temps ont changé...", qui paraît chez Albin Michel, notre chroniqueur Daniel Cohen, directeur du département d'économie de l'École normale supérieure, analyse les bouleversements économiques, sociaux et politiques de ces cinquante dernières années. A la société industrielle et ses certitudes productivistes succède une nouvelle ère numérique pleine de potentialités et de dangers pour l'homme, qui devient sa propre matière première. Entretien exclusif.

Les classes populaires sont devenues conservatrices, attirées par des partis politiques populistes voire xénophobes. On est très loin de Mai-68 dont nous venons de fêter le cinquantenaire. Comment expliquez-vous ce retournement ?

Dans les années 1960, le monde ouvrier votait majoritairement communiste. Le communisme était la religion laïque de la société industrielle. Les gauchistes reprochaient aux communistes d'avoir renoncé à la révolution mais, finalement, ils adhéraient au même idéal, celui d'une société sans classes, où les besoins matériels seraient satisfaits. Les regards étaient tournés vers l'avenir. Tout a basculé depuis. Le monde s'inquiète du futur. Le populisme a remplacé le gauchisme comme porte-voix de la contestation. Il cultive la nostalgie du passé.

Pourquoi un tel retournement, une telle inquiétude ? Je crois que la réponse est claire aujourd'hui. Nous avons été témoins, sans l'avoir compris en temps réel, de l'effondrement d'une civilisation, celle de la société industrielle. On en connaissait les défauts. On mesure aujourd'hui ce qui fit sa force. L'organisation de la société était verticale, obéissante, mais elle accordait un rôle central à la classe ouvrière, dont les

* propos recueillis par Sylvain Courage et Sophie Fay.

salaires étaient solidairement arrimés aux autres revenus. Aujourd'hui, nous sommes passés à autre chose, à une société qu'on a appelée postindustrielle – faute de pouvoir la définir positivement. Elle est beaucoup moins inclusive et protectrice. La précarité devient la norme.

Comment la société industrielle s'est-elle déstructurée ?

Les entreprises ont externalisé toutes les tâches qui pouvaient l'être. Seules les activités les plus rentables ont été conservées. La mise en concurrence des sous-traitants est devenue la règle. A cette évolution qui se dessine dès les années 1980 s'est ajoutée la crise financière des dix dernières années. Après s'être détournées de la gauche, les classes populaires ont compris qu'elles avaient aussi été trahies par la droite.

Pourquoi ce double rejet ?

La gauche et la droite se sont fourvoyées, chacune à leur manière. La gauche, dans les années 1960, pensait qu'en sortant de la société industrielle, on sortirait du capitalisme. Mitterrand a été élu en proposant de changer la vie. En cela, il était l'héritier de la contestation des sixties. Mais ces utopies ont été balayées par la crise des années 1970. A partir de là, pour la plupart des gens, la question n'était plus de sortir du monde du travail mais d'y rester, de garder le sien.

C'est sur cette base que la droite prend le pouvoir dans les années 1980, la France étant comme d'habitude à contre-courant. La droite impose l'idée que seuls le travail et l'effort feront sortir de la crise. Reagan et Thatcher ont prôné une révolution morale tout autant qu'économique. Il s'agissait à les entendre de revenir aux valeurs traditionnelles, quelque chose d'un peu puritain, à la Max Weber.

Mais cette révolution conservatrice a entraîné ses soutiens dans une illusion tout aussi naïve que celle des gauchistes vingt ans plus tôt. Le capitalisme de Reagan et Thatcher ne s'est pas ressourcé dans un bain de jouvence moral : il a fait advenir le triomphe de la cupidité. Une nouvelle fois, les classes populaires ont compris qu'elles avaient été flouées.

Y a-t-il aujourd'hui un bloc anti-système ?

Quand on étudie l'opinion des Français, des différences fondamentales apparaissent entre la gauche radicale et la droite populiste. Nous les avons étudiées dans une recherche jointe du Cepremap [*Centre pour la recherche économique et ses applications, NDLR*] et de Sciences-Po. La gauche radicale et la droite populiste ont en commun une même détestation des élites. La différence fondamentale entre les deux est que la gauche croit toujours à la possibilité d'un monde juste.

Quand on interroge les électeurs de Mélenchon, on observe un fort degré de ce que l'on appelle en anglais l'"interpersonal trust", la confiance interindividuelle. Les électeurs de la gauche radicale appartiennent à des catégories encore intégrées, comme la fonction publique. Ils croient en la justice sociale, en l'idée que l'impôt et la redistribution peuvent rendre la société équitable.

Du côté des électeurs du Front national, on retrouve la même détestation des élites, mais le coefficient de confiance interpersonnelle chute très bas. Ils manifestent un fort rejet des immigrés mais aussi de leurs voisins, collègues de bureau et même des membres de leur propre famille ! Il y a chez ces électeurs une phobie générale à l'égard d'autrui qui est l'expression d'une immense déliaison sociale.

Le démographe Hervé Le Bras parle d'un parallélisme de situation avec le suicide tel qu'il a été analysé par le fondateur de la sociologie française Emile Durkheim. Ce dernier parle d'"anomie sociale" comme l'une des explications du suicide. La dissolution des liens sociaux qui caractérisaient l'ancienne société industrielle produit aujourd'hui des pathologies de même nature.

Y a-t-il une nouvelle classe ouvrière ?

Oui, c'est la classe ouvrière des services. Mais en réalité, elle a toujours été là, dans la logistique ou dans des environnements de type artisanal. Comme l'a montré l'économiste Eric Maurin, elle est devenue majoritaire, quantitativement et sociologiquement. Les nouveaux prolétaires travaillent souvent dans un rapport direct au client, selon des modalités proches de celles des professions libérales et des indépendants.

Pour la majorité des ouvriers et employés, la dissolution du lien social est très avancée. C'est ce qui explique la défiance qui s'exprime dans le populisme vis-à-vis de l'Etat et des mécanismes de redistribution. Les électeurs frontistes aspirent à plus de protection, mais sans redistribution.

C'est une injonction contradictoire...

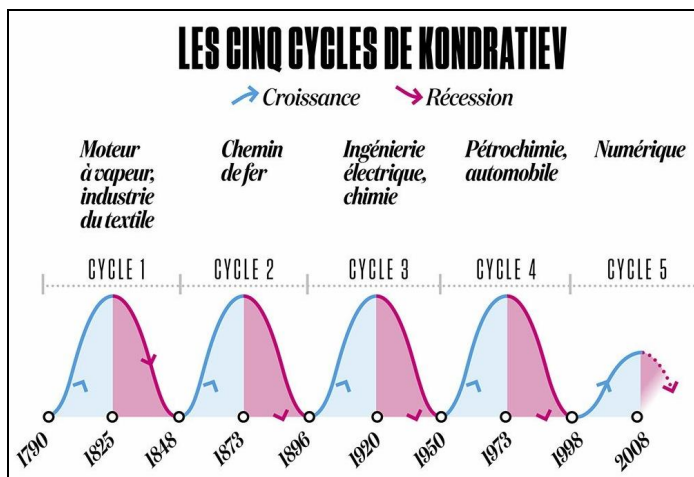
Absolument ! Les classes populaires qui votent à droite et à l'extrême droite pensent que l'impôt ou les cotisations sociales leur retirent du pouvoir d'achat et qu'ils n'en verront pas la contrepartie sous forme de prestations ou de service public.

Le reaganisme, comme le poujadisme, a prospéré sur l'idée que la fiscalité sert à engraisser des catégories parasites : les fonctionnaires, les éducateurs sociaux, les assistés... Hostiles à l'impôt mais favorables au protectionnisme, leurs soutiens développent une haine de la mondialisation dont la phobie migratoire est devenue l'expression symbolique la plus forte.

Ce retournement conservateur aurait-il pu être évité si un nouveau cycle de croissance s'était enclenché à partir de 1998, comme vous l'aviez annoncé ?

Dans les années 1990, j'avais en effet écrit un livre intitulé "Richesse du monde, pauvretés des nations", dans lequel je décrivais l'éclosion d'une troisième révolution industrielle, après celle de la machine à vapeur et de l'électricité, celle de l'informatique. Le risque inégalitaire était déjà patent, d'où le titre du livre. Mais je croyais que les nouvelles technologies finiraient par ouvrir un nouveau cycle de croissance...

La théorie de cycles longs dite de Kondratiev, du nom de l'économiste russe qui les avait théorisés, plaide pour cette interprétation. Rappelons pour le plaisir que le grand théoricien trotskiste Ernest Mandel y adhérait aussi... La croissance d'après-guerre – de 1948 à 1973 – correspondait à la phase haute d'un Kondratiev, la crise de 1974 à 1998 à un cycle bas, exactement comme un siècle plus tôt ! Mais contrairement aux prévisions optimistes de la fin des années 1990, le nouveau Kondratiev a dérapé sur la crise financière. La promesse d'un retour de la croissance n'a pas été tenue.



Pourquoi la croissance a-t-elle déraillé ?

Tout simplement parce que le fameux ruissellement promis par Reagan n'a pas eu lieu. Les catégories les plus aisées ont profité de la révolution numérique. Mais les classes populaires et moyennes, elles, n'en ont pas ou peu bénéficié. La crise financière de 2008 est l'expression même de cette montée des inégalités, qui a obligé les plus pauvres à vivre à crédit. L'explosion de la bulle financière a tué les derniers espoirs de reprise. La crise a succédé à la crise et cela explique en grande partie l'exaspération des peuples.

Emmanuel Macron ne tient-il pas aussi ce discours néolibéral pour doper l'investissement et l'emploi ? C'est une autre forme de révolution conservatrice. Est-il à contretemps ?

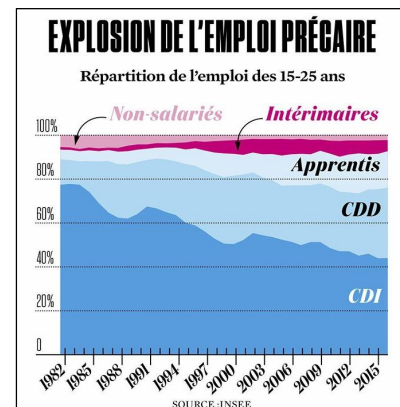
Macron est en effet à contretemps de la vague populiste, comme Mitterrand l'avait été de la révolution conservatrice. Ce dernier est parvenu au pouvoir au moment même où la révolution libérale portée par Reagan et Thatcher conquérait le monde. A l'heure où le populisme gagne partout, la France est à nouveau à contresens de l'histoire. Macron est un libéral dans un monde qui est devenu illibéral. D'où sa difficulté à peser sur la scène internationale.

Macron donne aussi des gages aux courants les plus conservateurs...

Pendant la campagne présidentielle, il a défendu un programme social-libéral assumé. Contrairement à la social-démocratie qui repose sur l'idée que le marché est une menace, le social-libéralisme pense que le marché est un facteur d'émancipation.

Mais contrairement au libéralisme tout court, les sociaux-libéraux plaident pour des efforts spécifiques en faveur des exclus.

A les suivre, il s'agit de combattre la rente et les privilèges des "insiders", qui sont à l'intérieur du système, pour permettre aux "outsiders" de se faire une place. De leur point de vue, un service comme Uber est une bonne chose, il permet aux jeunes de banlieue d'avoir un job... C'est très différent en ce sens de la social-démocratie – ma famille politique, même s'il ne s'y trouve plus grand monde – qui, elle, pense qu'il faut aider les individus à s'émanciper à la fois des familles, des églises et des marchés.



Mais sa politique n'est pas vraiment sociale-libérale...

Qu'a-t-il, en effet, conservé du "en même temps" ? Est-il, en fait, libéral tout court ? C'est la question que lui ont posée ses soutiens de la première heure. On peut penser qu'aujourd'hui Macron est davantage occupé à tuer la droite qu'à donner des gages aux électeurs de gauche qui l'ont mené au pouvoir car il pense qu'il n'a rien à craindre de ce côté-là...

Vous faisiez allusion à la crise financière de 2008. Certains sont convaincus qu'une nouvelle crise s'annonce. Qu'en pensez-vous ?

L'histoire récente nous apprend à être prudent, le pire est toujours possible. Une crise provoquée par la hausse des taux d'intérêts américains, une panique sur l'Italie, [la guerre commerciale menée par Trump](#) ne peuvent être exclues à court terme. Mais la question de long terme est celle de la croissance. Retrouvera-t-on une croissance inclusive comme celle des Trente Glorieuses ?

Hier les machines rendaient les travailleurs plus productifs, aujourd'hui elles les rendent inutiles, comme en leur temps les concierges avaient été remplacées par des interphones. Un grand nombre de tâches ont été supprimées, mais celles qui ont survécu, pour les classes populaires, sont des services de proximité, à la personne, dans la restauration, la logistique, qui sont très mal payés... Cela nous ramène à la question centrale : comment définir la société post-industrielle autrement que par le monde qu'elle a aboli ?

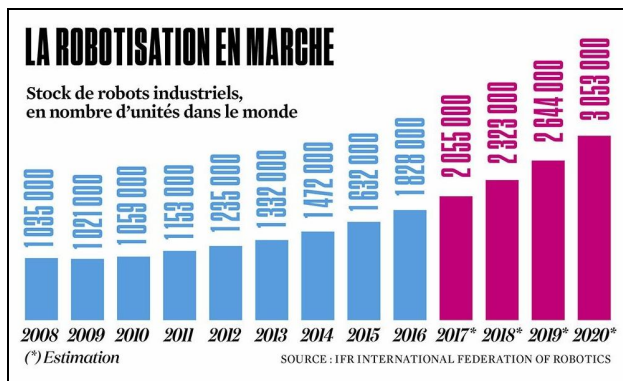
Quelle définition en proposez-vous ?

Je propose de revenir aux analyses de l'économiste Jean Fourastié et à ce qu'il appelait, dès 1948, "le grand espoir du XXe siècle". Grand espoir qui ne s'est pas réalisé pour des raisons qui expliquent je crois le désespoir de ce début de XXIe siècle.

Pour Fourastié, l'histoire humaine a connu trois phases : la société agraire au cours de laquelle l'être humain a travaillé la terre, la société industrielle pendant laquelle il a travaillé la matière et enfin la société de services – celle que Fourastié appelle de ses

vœux – où l'homme en vient à travailler l'homme lui-même. Dans cette ultime étape, la valeur sociale du travail est définie par le temps que chacun consacre à autrui. Je m'occupe de toi, t'éduque, te soigne, te divertis, et tu fais pareil.

Ce troisième moment de l'histoire universelle libère l'homme de la machine et lui permet de se consacrer à ce que la machine ne sait pas faire : des œuvres morales, esthétiques ou intellectuelles. Jean Fourastié rêvait d'une civilisation tertiaire brillante où l'économie allait enfin être humanisée...



Pourquoi nos sociétés ne s'engagent-elles pas sur cette voie radieuse ?

Elles ont rencontré un obstacle presque insurmontable sur leur chemin : cette économie de services, telle qu'elle a été annoncée, ne génère aucune croissance ! En 1948, Fourastié écrivait : "Nous sommes cent fois plus riches que nous n'étions il y a deux siècles si on mesure la richesse en nombre de grains de blé, dix fois plus riches si on la mesure en nombre de machines à laver, mais nous sommes toujours aussi pauvres lorsque nous mesurons la richesse en nombre de coupes de cheveux." Le salaire du coiffeur et le prix d'une coupe de cheveux ne varient pas, proportionnellement à la moyenne des autres revenus.

Pour Fourastié, c'était dans l'ordre des choses : si le temps que je consacre à quelqu'un donne la mesure du service que je lui offre, la croissance est impossible. Or les sociétés modernes ont un besoin éperdu de croissance. Comment faire pour la retrouver ?

La révolution conservatrice, reprise par Sarkozy, avait résolu ce problème en proposant de travailler plus pour gagner plus... Les firmes l'ont parfaitement compris : elles ont mis en place ce que l'économiste Philippe Askenazy a appelé un néo-stakhanovisme pour lutter contre les temps morts, intensifier le travail, attiser la concurrence. La souffrance du corps social provient directement de ces injonctions. Nous avons été piégés dans l'impasse de Fourastié...

Comment en sortir ?

C'est la question que se posent les sociétés avancées depuis cinquante ans ! Il semble que la réponse est en train de surgir, et elle n'est pas réjouissante. Une société de services, dont l'homme est la matière à transformer, peut générer de la croissance, mais à condition que l'homme change de nature, en devenant un être numérisé... Dès qu'il est transformé en un ensemble d'informations, l'"homo digitalis" permettra à un

médecin de traiter plusieurs dossiers à la fois, à un éducateur de démultiplier sa force de frappe. En renonçant à son idéal humaniste, où une personne est censée s'occuper en direct d'une autre, la société postindustrielle peut générer à son tour des rendements d'échelle, comme les comédiens lorsqu'ils passent du théâtre à la télévision.

Les "data" permettront d'augmenter le rendement du médecin ?

Quand notre état de santé sera parfaitement numérisé, une intelligence artificielle pourra nous soigner avec un rendement exceptionnel. On comprend aujourd'hui que la déshumanisation qui accompagnait la société industrielle, dont nous voulions tant sortir en Mai-68, était le prix à payer pour la croissance. Ce sacrifice, on s'apprête à le faire de nouveau en entrant dans le monde cybernétique, dématérialisé.

Le titre de mon livre, "Il faut dire que les temps ont changé...", qui fait référence à Bob Dylan et Diane Tell, est ironique. Les temps ne changent pas autant qu'on le croit. Sur les décombres de la société industrielle se développe une société numérique qui reprend les travers de l'ancienne. L'homme accepte de se déshumaniser pour entrer dans la "matrice" qui promet la démultiplication des rendements.

Cette transformation de l'homme en données, c'est ce que font les Gafa. Ce monde-là n'est-il pas déjà contesté ?

En Mai-68, il y avait une double critique : sociale – on dénonçait l'exploitation des travailleurs – et "artiste", contre la société de consommation, du "chacun devant sa télé". Aujourd'hui, nous avons plus que jamais besoin de retrouver le souffle de cette double contestation. Il faut réarmer la critique sociale, ne pas jeter le syndicalisme, les services publics ou la redistribution comme des oripeaux de l'ancien monde.

Il faut aussi contester la déshumanisation en cours, sauvegarder notre intégrité morale, notre vie privée et notre identité. Sans oublier la dimension écologique, le monde numérique devenant un grand contributeur au réchauffement de la planète.

Quels sont les dangers de la société numérique ?

Le film ["Her"](#) me semble particulièrement emblématique du monde qui nous guette. Le héros est amoureux d'un logiciel qui répond à la perfection à ses fantasmes et lui permet d'échapper à la déception de ses relations amoureuses antérieures. Cela fonctionne très bien – la voix de Scarlett Johansson est enchantée – jusqu'à ce qu'il découvre qu'elle a un million d'amants à la fois, qu'il n'est pas unique, qu'il est pris dans la matrice. Il comprend que l'amour, c'est une personne qui en aime une autre, unique dans son cœur, dans sa chair ! A la fin, c'est la machine qui le quitte car elle le trouve ennuyeux. Ainsi, le héros, qui a accepté de faire l'expérience de la déshumanisation, finit seul et abandonné...

Pourtant cette révolution numérique n'est-elle pas en pleine accélération ?

C'est vrai. Nous ne sommes qu'au tout début. En imitant les réseaux neuronaux, la machine a appris à apprendre. C'est la révolution du "deep learning". On sait maintenant que la machine peut avoir des souvenirs, prendre des décisions en

convoquant son expérience propre et s'adapter à des situations imprévues. C'est à la fois extraordinaire et profondément inquiétant. Comment allons-nous nous adapter à ce monde où les machines deviendront nos collègues ?

Dans "les Temps modernes", de Chaplin, on voit l'homme aspiré par la machine. La menace aujourd'hui est de même nature. Prenez l'exemple des réseaux sociaux, on pensait qu'ils augmenteraient les relations interpersonnelles. Or c'est l'inverse, ils les remplacent. C'est tellement plus efficace de toucher mille personnes à la fois avec un "post" que de prendre un café en tête à tête avec quelqu'un. La société numérique est faite pour favoriser les rendements d'échelle. Les relations directes, le face-à-face, qui formaient le grand espoir de Fourastié, passent à la trappe.

C'est du productivisme...

Oui, tout simplement. On peut établir un parallèle avec ce qui s'est passé au moment de l'arrivée de l'électricité. On a cru que cette nouvelle manière de diffuser l'énergie allait permettre aux artisans de prendre leur revanche sur les grosses usines alimentées par des machines à vapeur. Ce n'est pas du tout ce qui s'est produit. Grâce à l'électricité et au travail à la chaîne, on a pu produire sur une échelle encore plus grande, mais au prix de la déshumanisation montrée par Chaplin.

L'utopie d'internet a été tout aussi trompeuse. L'informatique des origines devait permettre l'avènement du "small is beautiful", donner plus de pouvoir à l'individu sur les grandes structures. Finalement, elle concentre les données entre les mains de quelques géants.

L'idéal humain est constamment trahi par le capitalisme. On ne parvient pas à changer de système car le capitalisme est un pacte faustien entre l'argent et les technologies, au service d'un désir de croissance infinie qu'il est censé assouvir.

Etes-vous séduit ou effrayé par ce nouvel âge ?

Refuser le monde qui vient, les nouvelles technologies, c'est comme refuser l'électricité il y a un siècle... Impossible. Maintenant, l'enjeu n'est rien moins que de ne pas nous laisser déposséder une nouvelle fois de notre humanité. Les réseaux sociaux sont en train de fabriquer un monde de surveillance et d'addictions. Tout ce que nous désirons un jour ou une nuit est enregistré, évalué pour nous traquer ensuite, nous rendre addictifs à la Toile, aux séries, à Facebook... Le travail critique de Mai-68 contre la société industrielle doit être entièrement repris pour la société digitale.

Il faut reciviliser le monde. Ne pas accepter que nos discussions soient constamment interrompues par des appels, des e-mails auxquels il faut répondre immédiatement. Une expérience danoise a montré qu'une semaine sans Facebook faisait reculer les syndromes dépressifs...

Le revenu universel peut-il créer une alternative ?

Le [revenu universel](#) est une piste intéressante. Le score catastrophique de Benoît Hamon pendant la campagne présidentielle montre qu'il faudra beaucoup de pédagogie et de pragmatisme pour l'imposer. Mais je pense qu'il peut donner une

chance aux personnes qui veulent explorer d'autres modes d'existence, paysans ou artistes, et à tous ceux qui sont les victimes de cette société de précarité. Le revenu universel peut s'interpréter comme la conquête d'une liberté nouvelle, qui permet de faire une pause, un pas de côté, de ne pas subir constamment la pression, punitive ou addictive, du marché et de la Toile.

André Gorz [*ancien collaborateur du "Nouvel Observateur", NDLR*], à la fin de son livre "Adieux au prolétariat", disait : "Le capitalisme a ôté le désir ou le pouvoir de réfléchir aux besoins 'véritables' de chacun, et de définir souverainement les options alternatives qui pourraient être explorées." Rien n'a vraiment changé : nous devons réfléchir à nos besoins véritables.

Jean Fourastié ou la fin de la croissance

C'est un économiste et un auteur prolifique que Daniel Cohen remet au goût du jour dans son livre : Jean Fourastié (1907-1990). Les Trente Glorieuses, c'est lui. Si on utilise toujours – et souvent – le titre de son livre ("les Trentes Glorieuses ou la Révolution invisible", Fayard, 1979) pour désigner la période de forte de croissance de 1945 au premier choc pétrolier, en 1973, on ne le lit guère plus. Et pourtant ! Ce professeur au Conservatoire national des Arts et Métiers (Cnam) est celui, selon Daniel Cohen, qui a le mieux décrit la société postindustrielle, dans un livre paru en 1949, "le Grand Espoir du XXe siècle". Après les sociétés agraires qui cultivaient la terre, puis la société industrielle qui travaillait la matière, adviendrait une société où l'humain se cultiverait lui-même, avec comme moteur de la croissance l'éducation, la santé, les loisirs. Fini le travail servile lié aux machines, vive la culture intellectuelle et le perfectionnement moral. Et la croissance dans tout ça ? Fourastié s'amusait à mesurer la richesse en kilos de blé, en appareils électroménagers ou en coupes de cheveux. Pour lui, la hausse de la productivité peut permettre de produire plus de blé ou d'électroménager dans la même heure, mais pas plus de coupes de cheveux. Le passage à la société de services signifie donc la fin de la croissance. Le XXIe siècle verra-t-il le triomphe de Fourastié ? S. F.

